

DU CÔTÉ DES REVUES

ALTERNATIVES SUD

vol. 14 n°4 - 2007 : **État des résistances dans le Sud - 2008**

(Syllepse, 240 p., 18 euros)

[Ayant pour but de relayer au Nord des points de vue du Sud critiques du modèle dominant et de l'état actuel des rapports Nord-Sud, la revue nous offre à travers ce numéro - coordonné par François Polet - un tour d'horizon des mobilisations sociales et démocratiques des sociétés civiles d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Il s'agit d'un panorama, décliné par zones géographiques, des mouvements sociaux qui, au Sud, luttent contre l'injustice sociale et l'arbitraire politique. Il prolonge et actualise les précédents livraisons consacrés à cette thématique.

Paysans en faillite ou expulsés de leurs terres, indigènes historiquement marginalisés, employés dégraissés, couches urbaines précarisées, intellectuels las de se censurer prennent possession des espaces publics pour y exposer leurs griefs et leurs revendications. Bien sûr, l'intensité et la forme de ces mobilisations sont hautement dépendantes des régions concernées : elles s'assimilent tantôt à une lame de fond, tantôt à un simple frémissement selon que l'on porte le regard vers l'Amérique latine, où de larges mouvements populaires ont joué un rôle de premier plan dans l'avènement de gouvernements progressistes, ou que l'on scrute le Monde arabe, la Chine ou l'Asie centrale, où des réseaux fragiles et semi-clandestins s'emploient courageusement à réclamer le respect des libertés et des droits sociaux de base.

La quasi-totalité des contributions émane d'auteurs impliqués dans ces luttes. La longue présentation insiste à juste titre sur le fait que toute lutte n'est pas nécessairement progressiste et pointe la contradiction montante entre altermondialisme et comportements souverains au Sud qui explique « nombre de malentendus entre altermondialistes du Sud, attachés à l'idée d'un internationalisme de nations souveraines, et du Nord, sensibles à l'idée de « biens publics mondiaux » échappant aux velléités des nations individuelles. Il est également noté la contradiction de pays à la fois autoritaires et répressifs sur le plan interne mais adoptant des positions « tiers-mondiste » sur la scène internationale.]

CONTRETEMPS

n° 21 - février 2008 : **Capitalisme, crises et développement**

(Textuel, 190 p., 19 euros)

[D'emblée Cédric Durand et Vincent Gay, coordinateurs du dossier, avertissent que les contributions réunies ne forment pas à priori une cohérence d'ensemble et que l'enjeu de la crise écologique pour les mouvements sociaux et les forces anticapitalistes, alors que la bataille politique s'intensifie autour de ces questions, est d'esquisser « une nouvelle cohérence écologique, sociale et démocratique ».

L'article de Daniel Tanuro, ingénieur agronome belge, se voudrait dévastateur pour le mécanisme des marchés de droits à polluer ou le

Rapport Stern, accusés de préserver les intérêts d'un capitalisme « vert ». Il ne semble pas avoir compris que dans le rapport État/marchés, il peut exister des marchés créés de toutes pièces par l'État pour permettre à ses décisions (plafond d'émissions) d'être respectées. La catégorie de marché au service du plan lui est inconnue. Plus sérieux est son argument qui souligne que le marché du carbone oriente les acteurs vers des solutions moins coûteuses et de plus court terme planter des arbres, et donc stocker du carbone - que de s'attaquer aux mécanismes et à la technologie de production d'énergie, mesures structurelles de long terme. Mais devant l'urgence d'action sur le climat peut-on faire la fine bouche sur le court terme ?

Jacques Bournay, statisticien, à la recherche d'indicateurs pour « l'éco-socialisme à construire » considère que celui de PIB est inapte à remplir ce rôle et considère que ce qui est interpellé c'est la notion de développement.

Michael Lowy rejette les réformes partielles et ambitionne de « remplacer la microrationalité du profit par une macrorationalité sociale et écologique, ce qui exige un véritable changement de paradigme de civilisation ». Il s'attaque au type de consommation actuel, fondé sur des « faux besoins », c'est à dire l'ostentation, le gaspillage, l'aliénation marchande, l'obsession accumulative. Les « besoins authentiques » seront opposés à ceux « artificiels et factices » préconisés par la publicité, rouage indispensable au fonctionnement du système capitaliste, et qui s'avère être un « dangereux ennemi de l'environnement ». Pour défendre ce dernier, il convient donc de mettre des limites à l'agression publicitaire.

188

Walden Ballo, figure altermondialiste des Philippines, dresse un panorama documenté des mouvements écologistes en Asie de l'Est et en Inde et de leur implication de leur lutte contre le réchauffement climatique. Stéphanie Treillet, économiste à l'Université de Paris XII retrace la pensée sur le développement des années 1950 à 1980 en montrant que par delà l'échec des stratégies de développement qui en ont découlé, il ne convient pas pour autant de sombrer dans la critique prônée par le « consensus de Washington » selon lequel ce serait les bases mêmes sur lesquelles elles auraient été élaborées qui étaient erronées ou bien dans la critique des « anti-développementistes » qui vilipendent l'objectif même de développement. Il y a encore place à ses yeux, à une « stratégie de développement, stratégie qui a aujourd'hui toutes les chances de heurter de front les intérêts des classes dominantes de l'impérialisme ».

Enfin Jean-Marie Harribey, économiste à l'université de Bordeaux, souligne que l'émergence du concept de développement durable a mobilisé à son encontre les tenants de la décroissance qui nient la distinction fondamentale opérée par les économistes du développement entre croissance et développement. Mais la critique du productivisme a mobilisé des partisans d'une redéfinition radicale du développement qui pourrait amorcer un dépassement des crises jumelées qui frappent le social et l'environnement à condition d'économiser conjointement les ressources naturelles et le travail. C'est à ses yeux la condition d'un modèle de développement non productiviste.]

FUTURIBLES

n° 334 - octobre 2007 : **L'économie du changement climatique**
(100 p., 13 euros, 47 rue de Babylone 75007 Paris)

[Cette livraison de la revue revient sur deux questions fortes qui marquent le débat contemporain sur l'économie de l'environnement. Il s'agit du concept d'empreinte écologique, utilisé par le WWF dans son rapport annuel *Planète vivante* qui montre que l'extension du mode de vie nord-américain à l'ensemble du monde exigerait à elle seule cinq planètes, et de l'économie du changement climatique telle que la formule le *Rapport Stern*. Ces travaux font l'objet d'une expertise critique.

L'indicateur d'empreinte écologique est supposé nous renseigner sur l'espace utilisé par les hommes pour produire les ressources qu'ils consomment et les déchets qu'ils rejettent, et le mettre en regard de la capacité écologique de la planète (la biocapacité). Quatre chercheurs dont trois Suisses examinent la façon dont il est élaboré, quelle est sa fiabilité et quels enseignements peuvent en être tirés. Ils soulignent certaines impasses faites consciemment par les concepteurs de l'empreinte écologique et rappellent les critiques déjà adressées à cet indicateur qui, précisément en raison de son caractère composite, agrège des données hétérogènes et procède à des calculs et pondérations sujets à caution, dont les enseignements sont donc contestables.

Un an après, Olivier Godard revient sur le *Rapport Stern*. Après avoir présenté le message du Rapport - en l'absence d'action forte rapide et coordonnée, pour un coût relativement modéré, il faut s'attendre à des perturbations majeures et des dommages considérables - il reprend longuement le cœur de la controverse qui a sévi dans les cercles d'économistes : la détermination du taux d'actualisation de référence. Après avoir présenté le mode de calcul de ce taux, il montre combien les choix en la matière reflètent avant tout des arbitrages éthiques quant au traitement des générations futures et combien les hypothèses qui sous-tendent les évaluations économiques des impacts du changement climatique sont loin de l'objectivité scientifique à laquelle elles prétendent. La critique est justifiée, mais on peut se demander si le côté alarmiste du *Rapport Stern* ne rend pas mineur ce genre de débat. Si ce qui est en jeu c'est tout simplement la survie de l'espèce humaine sur la planète, alors rien n'est trop cher et la discussion en terme de coût-avantage paraît surréaliste. Le rapport Stern, conclut O. Godard, aura au moins eu le mérite de rendre les choses plus transparentes à cet égard et, en dépit de certaines limites, il aura démontré l'urgence d'une action planétaire coordonnée pour enrayer le changement climatique.]

189

GÉOÉCONOMIE

n° 44 - hiver 2007/2008 : **Développement durable - Les vrais enjeux**
(132p., 20 euros, Institut Choiseul, 1 rue d'Uzès, 75001 Paris)

[Le dossier se propose de donner quelques coups de projecteurs sur certaines dimensions essentielles de l'exigence de « durabilité ». Benjamin Dessus centre son analyse sur la dimension énergétique de la durabilité et cible quatre enjeux principaux : apporter des services énergétiques suffisants pour les 8 ou 9 milliards d'habitants attendus sur

la planète à l'horizon 2050 ; réduire suffisamment les émissions de carbone pour contrôler les risques climatiques ; trouver des sources énergétiques de rechange pour remplacer celles qui s'épuiseront (pétrole, gaz, charbon, uranium) et enfin anticiper les conséquences du réchauffement climatique. Aux yeux de l'auteur, aucune solution ne pourra se contenter de travailler uniquement sur l'offre énergétique en s'abstenant de prendre en compte les marges de manœuvre considérables se situant du côté de la demande.

L'examen du cas chinois permet à Jean-François Huchet et Jean-Paul Maréchal d'aborder la cas des grands pays émergents en croissance rapide et gros émetteurs de gaz à effet de serre. Ils examinent les défis posés à l'économie chinoise par la nécessaire intégration des exigences de durabilité. Le refus américain de s'engager dans le mécanisme du Protocole de Kyoto ne peut qu'encourager les dirigeants chinois à s'abstraire de leur responsabilité en matière de réchauffement climatique. L'analyse de la stratégie européenne de lutte contre le changement climatique est menée par Béatrice Quenault qui cerne les questions qu'il convient de surmonter pour que l'après-Kyoto (au delà de 2012) puisse confirmer, approfondir et surtout élargir le mécanisme aux États-Unis et aux grands pays du Tiers monde.

Cécile Renouard montre que si le succès fulgurant du concept de développement durable le rend incontournable et a obligé les firmes multinationales à s'en réclamer et à en faire une dimension-clé de leur activité, il est également une exigence liée à leur cœur de métier.]

INFORMATIONS ET COMMENTAIRES

n° 141 - octobre/décembre 2007 : **2007 - un début de basculement ?**
(62 p., 11 euros, 1 rue du Lieutenant Potié, 38700 Corenc)

[S'inscrivant dans la démarche de François Perroux sur le développement, et publiée par l'Association pour un Nouveau Développement, cette revue consacre son éditorial signé par Patrice Allard à la création de la Banque du Sud décidée par six pays latino-américains et dotée d'un capital de départ de 6 milliards de dollars. Deux aspects sont abordés : l'enjeu politique d'importance ainsi que les difficultés de la mise en route. Composée d'articles variés la livraison s'ouvre sur une comparaison des modèles de croissance Inde/Chine menée par N. K. Chandra qui insiste sur « l'importance de la concentration des richesses et des revenus dans les deux pays ». Patrice Jorland questionne les thèses de Fukuyama, dont la première formulation remonte à 1989, à l'aune de l'évolution du monde depuis lors et notamment à sa vision par les États-Unis. Reprenant le dossier de la réforme des Nations unies, Robert Charvin souligne qu'il est peu probable qu'une importante réforme voit jamais le jour tant que les forces mondialisatrices n'en auront pas le besoin. Il faut plutôt se préparer à penser en terme de désuétude, voire de disparition de l'organisme international. Gilbert Blardone s'inquiétant de la marginalisation croissante de l'Europe dans l'économie mondiale s'interroge sur ses capacités à réagir et à s'adapter, tandis que Mehdi Abbas juge que les Accords de Partenariat Économique (APE) signés entre l'Europe et les pays ACP apporteront plus de mondialisation que de développement.]

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

n° 2.930 - 12 septembre 2007 : **Le changement climatique, un défi mondial**

(La Documentation Française, 48 p., 4,70 euros)

[Ce numéro rassemble des contributions sur le thème du changement climatique à partir de plusieurs sources documentaires. Laurence Tubiana et Hubert Kieken (Revue *Études*) considèrent que le diagnostic scientifique sur le changement climatique fait aujourd'hui consensus sur son origine anthropique et que le débat résiduel ne porte plus sur la nécessité d'agir mais sur ses modalités. Tout doit être mis en œuvre pour que le Protocole de Kyoto, très insuffisant dans sa conception, soit renforcé après 2012. Dans une conférence prononcée à Sciences-Po, l'économiste Nicolas Stern a présenté les conclusions alarmistes de son Rapport sur l'impact économique du réchauffement climatique chiffré à 5500 milliard d'euros. Dans la revue du Crédit agricole, Catherine Mollière montre tout à la fois combien et comment le secteur agricole et forestier participe du mécanisme du réchauffement mais peut également contribuer à le combattre. *The Economist* montre comment les grandes entreprises ont désormais pris au sérieux les menaces contre l'environnement et manifestent une attitude plus positive à l'égard des mesures envisagées pour lutter contre le réchauffement climatique. Gregg Easterbrook (revue *The Atlantic*) insiste sur le fait que le réchauffement climatique ne fera pas que des perdants. Tout dépendra de la situation des pays. L'ensemble du dossier est complété par une utile bibliographie.]

191

REVUE DES DEUX MONDES

Octobre-novembre 2007 : **Le développement durable : une idéologie ?**

(190 p., 11 euros, 97 rue de Lille, 75007 Paris)

[Coordonné par Stéphane Héritier, le dossier consacré au développement durable donne la parole, à part l'interview d'ouverture de Luc Ferry, à des géographes, peu sollicités sur ce sujet. Cette initiative de la revue s'inscrivait dans la préparation d'une journée d'étude consacré à ce sujet à l'École normale supérieure de Lyon en octobre 2007. Luc Ferry considère que l'écologie en devenant acceptée par tous a quitté sa dimension idéologique pour devenir scientifique ; elle est devenue modérée et humaniste. A ses yeux l'expression développement durable vise à « réconcilier les impératifs de l'écologie et ceux du développement » et son apport principal est d'insister sur le souci des générations futures. Paul Arnoud s'interroge à partir d'une enquête menée par des étudiants en bioéthique sur la signification de « l'adhésion des entreprises au développement durable : engagement contraint ou voulu ? ». Présentant la gestion des parcs nationaux au Canada, Stéphane Héritier montre comment elle cristallise les tensions qui se nouent autour de la thématique du développement durable. A partir du cas de la ville de Rennes, Remy Allain, se demande si la « ville compacte » est plus soutenable par opposition à la « ville diffuse » ou « éparpillée » car elle économise les espaces et les réseaux et préserve les espaces naturels et agricoles. Olivier Lazzarotti ne voit dans le développement durable qu'une idéologie

DU CÔTÉ DES REVUES

« proclamant la fin d'un capitalisme pour en vanter un autre ». François Mancebo attribue à la montée de l'exigence d'un droit à la sécurité humaine et à une addiction à la peur croissante les ressorts du principe de précaution et explore la distinction entre durabilité forte et durabilité faible. Patrick Pigeon suggère de travailler les liens entre développement durable et complexité. et souligne combien « l'affirmation de la durabilité revient bien à une recherche de légitimité politique ». Sylvie Brunel attire l'attention sur les écueils que le tourisme vert (écotourisme) qui gagne l'Afrique peut déceler, notamment en accentuant la « disneylandisation » des peuples autochtones. L'ensemble constitue un dossier original dont la qualité principale est de donner la parole à des géographes.]

MICHEL ROGALSKI